

Politiques économiques

Nous devons non seulement tenir compte des relations d'interdépendance qui existent entre le revenu des particuliers, les dépenses des consommateurs, le rendement, l'emploi, les investissements, les prix, les bénéfices, l'épargne et les intérêts, lorsque nous voulons voir si notre économie est saine, mais nous devons également analyser ces mêmes éléments chez nos principaux associés commerciaux. Il faut en outre tenir compte d'une autre variable dans une étude globale de la question; il s'agit de l'influence des taux de change.

Cette interdépendance économique mondiale était le principal facteur qui a incité le parti libéral à lutter énergiquement, et avec succès comme nous le savons, contre la politique de blocage des salaires et des prix préconisés par l'opposition officielle en 1974. Comme le Canada est un des grands pays marchands du monde, nous étions très exposés aux pressions inflationnistes qui nous entouraient de toutes parts en 1973 et 1974. Effectivement, nous importions l'inflation et aucun blocage de prix et de salaires ne nous aurait mis à l'abri de la pire poussée inflationniste depuis la seconde guerre mondiale, il y a 30 ans.

Cependant, je ne veux pas trop fustiger l'opposition monsieur l'Orateur, car, il y a deux ans, elle a payé le prix, intérêt compris, de ses erreurs de jugement. Un blocage à cette époque aurait entraîné des conséquences néfastes pour les Canadiens. L'opposition officielle aurait peut-être préféré cette solution inique. Peut-être qu'elle aurait préféré la solution adoptée par nos voisins du Sud, et je tâcherai de revenir là-dessus tantôt. Je ne pense pas que les Canadiens auraient goûté une politique pareille.

A maintes reprises l'an passé, nous avons pris connaissance de rapports publiés par d'augustes organismes économiques comme le Conseil économique du Canada, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, et d'autres également, qui louaient les politiques suivies par le gouvernement du Canada à cette époque. Pour réfuter les allégations de la motion d'aujourd'hui, examinons quelques-unes de ces politiques, puisque c'est la critique fondamentale de la motion.

Le député de Crowfoot (M. Horner) a traité longuement de l'énergie, mais le système du prix unique pour le pétrole assure un équilibre dans notre pays depuis deux ans. En somme, tous les Canadiens ont été obligés de porter le fardeau de la hausse mondiale du pétrole. Non seulement avons-nous adopté cette politique de prix unique, mais nous avons maintenu le prix national en deça du prix mondial. Non seulement les consommateurs ont-ils eu ainsi l'occasion de s'habituer à des prix plus élevés et à la pénurie des approvisionnements mais, ce qui est plus important, du moins par rapport à la motion d'aujourd'hui, l'industrie canadienne a pu s'approvisionner en pétrole et en gaz naturel à un prix inférieur au prix mondial. Certes, monsieur l'Orateur, cette politique a permis à un plus grand nombre de Canadiens de conserver leurs emplois. Les industries ont pu maintenir leurs activités à un rythme satisfaisant.

La subvention des prix du pétrole pour en assurer l'uniformité a coûté cher au Trésor. Les revenus tirés de la taxe à l'exportation provenant de la vente de pétrole brut aux États-Unis ayant baissé, il a fallu combler la brèche avec les revenus généraux. Bien entendu, cela a occasionné des frais au gouvernement et a contribué à l'inflation.

Mais, monsieur l'Orateur, nous n'avions guère le choix. Songeons au marasme économique qui s'en serait suivi au

[M. Collenette.]

Canada, surtout en Ontario. Le député de York-Simcoe est l'un de mes voisins en Ontario. Je lui demande donc d'imaginer ce qui se serait passé en Ontario si le gouvernement n'avait pas suivi cette politique. Il ne se rend peut être pas compte du nombre d'emplois que nous avons sauvegardés en adoptant cette mesure. Les ouvriers de ma circonscription et d'autres régions industrielles du Canada se félicitent des effets de cette politique.

On nous a reproché notre politique fiscale et monétaire expansionniste de ces deux dernières années, mais nous avons bien peu le choix. Un gouvernement de tendance libérale, qui est responsable mais compatissant, n'a pas d'autre choix que d'accroître la masse monétaire pour défrayer le coût des programmes gouvernementaux existants qui sont frappés par l'inflation. Le député de York-Simcoe veut-il dire à la Chambre et au peuple canadien qu'il n'était pas en faveur de protéger des effets de l'inflation les personnes âgées, les gagne-petit avec charge d'enfants, les chômeurs et les anciens combattants? C'est ce que le gouvernement a fait. Il a indexé les pensions de vieillesse, les allocations familiales, les prestations d'assurance-chômage. Est-ce que le député de York-Simcoe y trouve à redire, ainsi que les députés de son parti?

Le gouvernement a également indexé l'impôt sur le revenu des particuliers et réduit les impôts sur le revenu des particuliers tout comme des sociétés ainsi que les taxes sur les denrées, de façon que les revenus ne tirent pas de l'arrière sur l'inflation, que la demande de produits de consommation puisse être soutenue et les investissements de capitaux encouragés. Grâce à ces mesures, nous avons réussi à continuer de stimuler la capacité de production du Canada dans le secteur de la fabrication et dans d'autres, à une époque où le reste du monde sombre dans la récession.

M. Elzinga: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le député me permettrait-il une question?

M. Collenette: Eh! bien, monsieur l'Orateur, j'aurais été disposé à répondre à une question si le député était demeuré assis à sa place ces deux dernières heures à attendre, comme je l'ai fait, son tour de parler. Comme il ne me reste plus que deux minutes, je me vois forcé de poursuivre.

Bien sûr, les députés d'en face diront que nous avons nourri l'inflation au Canada, et je suppose que c'est vrai dans une certaine mesure. Mais que l'on songe aux autres solutions, monsieur l'Orateur. Le député de York-Simcoe a parlé des États-Unis. Affirme-t-il que son parti aurait aimé infliger au peuple canadien les dures, je dirais même les brutales politiques de l'administration Ford aux États-Unis? Le député est-il allé souvent aux États-Unis depuis deux ans? A-t-il été témoin du fourmillement des chômeurs dans les grandes villes; a-t-il pris connaissance du gonflement soudain des registres de l'assistance sociale, surtout dans les États du Nord; a-t-il été à Buffalo, à Detroit ou dans toute autre ville du Nord pour voir comment un gouvernement impitoyable avait presque tué l'économie?

● (1740)

Assurément, le taux d'inflation aux États-Unis a été bien inférieur au nôtre l'an dernier. Le député de York-Simcoe a raison de le dire, mais combien la dignité, la confiance et la situation économique des Américains en ont souffert.